

CRISE SANITAIRE LIÉE AU COVID19**La santé avant l'économie et la finance**

Face à la crise sanitaire liée au COVID19, pour l'Union Départementale FO de Vaucluse la priorité reste la santé de la population et, parmi elle, les salariés.

Et pourtant, après plus d'un mois de confinement, elle constate qu'aujourd'hui encore nombre de salariés du Vaucluse sont confrontés à des insuffisances en matière de protection sanitaire, la conduisant à intervenir auprès des services de l'État.

Plus encore dans ce contexte, pour l'UDFO Vaucluse, la reprise d'activité, réclamée à cor et à cri par le patronat au nom de la sacro-sainte économie, ne saurait se faire sans garanties absolues et non négociables en matière de santé des salariés.

Ce qui met en évidence, encore à ce jour, le problème de la mise à disposition en quantité suffisante des fournitures homologuées indispensables (masques, gels hydro alcooliques...) ainsi que celui du dépistage systématique.

C'est pourquoi, après l'annonce du Président de la République d'une réouverture des écoles, collèges et lycées, le 11 mai, qui concerne en Vaucluse 110 000 élèves et près de 10 000 personnels enseignants, administratifs, de santé et de direction, l'UDFO Vaucluse pose solennellement les questions suivantes, afin d'éviter une 2^{ème} vague de contagion dont les écoles pourraient devenir un vecteur :

Le Vaucluse disposera-t-il des équipements et dispositifs sanitaires indispensables à une ouverture des écoles dans des conditions optimums de sécurité le 11 mai ?

Un dépistage généralisé préalable des personnels et des élèves est-il prévu ?

D'autre part, s'agissant des remerciements répétés envers les personnels de santé, les fonctionnaires et autres salariés qui assument les services et besoins essentiels, l'UDFO Vaucluse dénonce un double langage : En effet beaucoup de compliments pour que rien ne change, les revendications exprimées avant l'épidémie par les soignants en particulier (création de postes et de lits, augmentations salariales) continuant à être soigneusement ignorées par les pouvoirs publics. Tandis qu'au prétexte de l'état d'urgence sanitaire, une ordonnance, en date du 15 avril 2020, soit 2 jours après la dernière allocution du Président de la République, fait perdre aux fonctionnaires jusqu'à 10 jours de congés ou RTT.

L'UDFO Vaucluse tient à nouveau à souligner que ni les salariés du public, ni ceux du privé, ni les retraités n'ont à payer les conséquences d'une crise sanitaire qu'ils subissent de plein fouet, et dont la gravité et l'ampleur résultent d'années de politiques d'austérité*.

Enfin, il convient de répéter que le moment venu, les responsabilités devront être assumées tant en matière de destruction de l'hôpital public et des services publics en général que de gestion hasardeuse de la crise et des conséquences dramatiques aggravées qui en résultent.

Avignon, le 20 avril 2020

Pour nous contacter :

Jean-Luc BONNAL

SG UDFO Vaucluse

Tél. 06.15.04.51.15

** Pour mémoire : 507 996 lits d'hôpital en 1997 et 395 693 lits en 2018, 95 services d'urgences publics ou privés non lucratifs fermés entre 1996 et 2016.*